Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La collusion du FBI avec Twitter est “choquante”, selon des témoins lors d’une audition sur la militarisation (weaponizing)

La sous-commission spéciale de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis sur la militarisation du gouvernement fédéral a entendu jeudi le témoignage de membres du Congrès et d'anciens agents du FBI qui ont critiqué les agences gouvernementales pour leur collusion avec les médias et les grandes entreprises technologiques afin de censurer les Américains

Par Michael Nevradakis
Mondialisation.ca, 18 février 2023
The Defender

Région : États-Unis
Thème: Loi et Justice, Science et médecine, Services de renseignements
Analyses: COVID-19

Jeudi, la sous-commission spéciale de la commission judiciaire de la Chambre des représentants des États-Unis sur la militarisation du gouvernement fédéral (weaponizing: utiliser le gouvernment comme une arme, sera traduit ici par militarisation) a entendu huit témoins, dont des membres du Congrès et d’anciens agents du FBI, au cours de ce que NPR a décrit comme “la poussée de la majorité républicaine pour intensifier l’examen de l’administration Biden”.

Créée le mois dernier, la sous-commission – qui dispose d’un pouvoir d’assignation – est officiellement chargée d’examiner la manière dont l’exécutif enquête et collecte des informations sur les citoyens américains, notamment dans le cadre des “enquêtes criminelles en cours”.

Le représentant Jim Jordan (R-Ohio) préside le comité. Il préside également la commission judiciaire de la Chambre.

Selon The Hill,les républicains ont formé le sous-comité “comme un moyen de contrer les abus présumés d’un gouvernement qui, selon eux, abuse de son pouvoir pour cibler les conservateurs”, tandis que “les démocrates considèrent le comité comme l’arme elle-même, un véhicule permettant au GOP de diffuser des théories du complot qui mobiliseront la base républicaine avant 2024”.

Deux groupes de témoins ont témoigné jeudi. Le premier comprenait une série de législateurs actuels et anciens, dont les sénateurs Chuck Grassley (R-Iowa) et Ron Johnson (R-Wis). Chuck Grassley (R-Iowa) et Ron Johnson (R-Wis.), le représentant Jamie Raskin (D-Md.) et l’ancien représentant Tulsi Gabbard.

Le deuxième panel comprenait deux anciens agents du FBI, Thomas Baker et Nicole Parker, Jonathan Turley, J.D., professeur au centre juridique de l’université George Washington et

Elliott Williams, directeur du Raben Group, un important cabinet de lobbying.

Selon M. Jordan, le premier groupe de témoins a joué un rôle important dans le "cadrage", tandis que le second groupe a décrit la "censure par intermédiaire", qui aurait été commise par le gouvernement fédéral.

Les témoins ont abordé des sujets tels que les allégations selon lesquelles le FBI et d'autres agences fédérales ciblent les conservateurs et d'autres catégories de personnes, les préoccupations concernant la collusion des compagnies Big Tech avec le gouvernement fédéral et sa promotion de la "culture de l'annulation", et le ciblage des parents qui ont "menacé" les réunions des conseils scolaires.

En ce qui concerne le FBI, le représentant Matt Gaetz (R-Fla.) a déclaré que les républicains n'étaient pas là pour l'attaquer, mais pour le "sauver", rapporte The Hill. "Nous ne sommes pas venus pour détruire le FBI, mais pour le sauver de la capture politique", a-t-il déclaré.

En présentant la sous-commission, M. Jordan a déclaré : "Nous nous attendons à entendre des Américains qui ont été pris pour cible par leur gouvernement", tandis que les deux groupes de témoins ont été invités à "présenter des témoignages et à illustrer comment le ministère de la Justice" et d'autres agences fédérales "auraient compromis les libertés civiles américaines".

Jordan : "La protection de la Constitution ne doit pas être partisane"

Dans sa déclaration liminaire, M. Jordan a déclaré que la sous-commission examinerait les efforts déployés par les agences fédérales – notamment le FBI, le ministère américain de la sécurité intérieure et le ministère du revenu – ainsi que par Big Tech, pour "supprimer l'information et censurer les Américains".

Il a ajouté :

"Au cours de nos travaux au sein de cette commission, nous nous attendons à entendre des représentants du gouvernement et des experts comme ceux que nous avons ici aujourd'hui. Nous nous attendons à entendre des Américains qui ont été ciblés par le gouvernement. Nous nous attendons à des nouvelles de personnes dans le besoin. Et nous nous attendons d'entendre les agents du FBI qui se sont présentés comme des dénonciateurs.

"La protection de la Constitution ne devrait pas être partisane."

M. Jordan a déclaré que des agents du FBI avaient contacté des législateurs pour leur faire part de leur volonté de se manifester "au sujet de la nature politique du ministère de la Justice", selon Roll Call.

Jordan a fait référence aux entretiens menés avec des dizaines de dénonciateurs au cours des deux dernières années.

Avant l'audience, Jordan a déclaré à CNN:

"Nous nous concentrons sur toute la militarisation du gouvernement, et sur l'idée que le gouvernement ne travaille pas pour le peuple américain. Le gouvernement est censé protéger le premier amendement, et non avoir, comme l'a dit M. Jonathan Turley, une 'censure par intermédiare'."

Johnson : les fichiers Twitter montrent que les agences fédérales “n’agissent pas seules”

Dans son témoignage, M. Johnson, qui est le membre le plus haut placé de la sous-commission permanente des enquêtes du Sénat et qui était auparavant le principal républicain de la commission de la sécurité intérieure du Sénat, a déclaré : “Il est important de reconnaître que les personnes corrompues au sein des agences fédérales dont je parle n’agissent pas seules.”

“[They are] des partenaires essentiels du mouvement politique de gauche, ce qui inclut la plupart des membres des médias grand public “, a déclaré M. Johnson. “Big Tech, géants des médias sociaux, institutions et fondations mondiales, agents et élus du parti démocrate.”

Johnson a lié ses allégations au contenu des “fichiers Twitter” récemment publiés.

“Comme le révèlent les fichiers Twitter, ces acteurs travaillent de concert pour vaincre leurs adversaires politiques et promouvoir l’idéologie de gauche et le contrôle du gouvernement sur nos vies”, a déclaré M. Johnson. “J’ai à peine effleuré la surface pour décrire la complexité, la puissance et la nature destructrice des forces auxquelles nous sommes confrontés.”

Johnson a également critiqué la réponse du gouvernement fédéral au COVID-19.

“Les courriels ont également révélé la tentative du Dr Anthony Fauci de dissimuler le rôle de son agence dans le financement de recherches dangereuses qui ont pu conduire à la création du coronavirus mortel”, a déclaré M. Johnson. “COVID a mis en évidence le pouvoir impressionnant dont peuvent faire un mauvais usage les représentants du gouvernement. La perte des libertés fondamentales a été rien moins qu’époustouflante.”

Gabbard : “De nombreux Américains ont peur de s’exprimer librement”.

Mme Gabbard a axé son témoignage sur les menaces pesant sur le premier amendement et la liberté d’expression.

“L’idée que nous devons accepter aveuglément tout ce que le gouvernement ou les personnes au pouvoir nous disent être vrai va à l’encontre de l’essence même de notre Constitution et de notre Déclaration des droits”, a témoigné Mme Gabbard. “Des individus au sein de notre gouvernement, travaillant souvent par l’intermédiaire de leurs bras dans les grands médias et les grandes technologies … décident ce qui est vrai et ce qui est faux.”

Mme Gabbard a déclaré que cela s’apparentait aux pratiques des régimes autoritaires à l’étranger, qu’elle a rencontrées dans le cadre de son service dans la réserve de l’armée américaine :

“J’ai été déployé dans trois zones de guerre et j’ai participé à de multiples exercices d’entraînement à l’étranger, où j’ai eu l’occasion de voir de première main à quoi ressemble la vie dans des pays où il n’y a pas de premier amendement, où il n’y a pas de presse libre, où le gouvernement se considère comme l’arbitre moral de son peuple, lui dictant ce qui est bien et mal, ce qui peut et ne peut pas être dit, qui peut parler et qui ne peut pas, qui est libre de pratiquer son culte et qui ne l’est pas.

“Malheureusement, à l’heure actuelle, nous vivons dans un pays où de nombreux

Américains ont peur de parler librement, peur de s'exprimer, peur d'avoir réellement un dialogue et un débat ouvert, peur de perdre leur emploi, d'être annulé ou d'être accusé d'un crime, ce qui pourrait arriver si la législation récemment introduite qui criminalise les soi-disant "discours de haine" est adoptée."

Mme Gabbard a ajouté:

"Un discours, aussi odieux soit-il, est toujours protégé par le premier amendement.

"Cette peur et cette culture de la peur et de l'autocensure ne sont pas infondées. Nous avons des individus au sein de notre gouvernement qui travaillent souvent par l'intermédiaire de leurs bras dans les grands médias et les grandes entreprises technologiques, et qui font exactement ce que nos fondateurs ont rejeté : essayer de contrôler ce que 'nous, le peuple', sommes autorisés à voir et à dire, sous couvert de nous protéger de la soi-disant 'désinformation' ou 'mauvaise information'."

Anciens agents du FBI : la collusion du FBI avec Twitter est "choquante"

Les deux anciens agents du FBI qui ont témoigné ont exprimé leur malaise face à l'orientation adoptée par l'agence ces dernières années et à sa répression alléguée de la liberté d'expression.

M. Baker a déclaré qu'il espérait que le travail de la sous-commission serait bipartisan, "car les abus d'un FBI axé sur le renseignement menacent la liberté de ceux qui sont à gauche comme de ceux qui sont à droite".

Revenant sur ses 33 années de service au FBI, M. Baker a déclaré que, ces dernières années, un changement de culture s'est opéré au sein de l'agence.

"La culture est le point de départ", a déclaré M. Baker. "Ce comportement délétère généralisé au cours des dernières années décrit une culture, et pas seulement l'œuvre de quelques "pommes pourries"."

Faisant référence à la collusion entre le FBI et Twitter révélée par les "fichiers Twitter", M. Baker a déclaré : "Que le FBI ait collaboré avec Twitter pour supprimer la liberté d'expression est choquant. Ce qui est encore plus surprenant, c'est l'explication du FBI, ou son déni, qu'il a fait cela."

"Le FBI, en incitant Twitter à censurer des discours, ce qu'il ne pouvait pas faire lui-même, s'est engagé dans une perversion, une perversion du premier amendement", a ajouté Baker.

Mme Parker, qui a écrit le mois dernier une tribune pour Fox News expliquant sa décision de quitter le FBI "politiquement militarisé" après plus de dix ans de service, a fait des déclarations similaires.

"Au cours de mes plus de douze années de service, la trajectoire du FBI s'est transformée... la mission du bureau est restée la même, mais ses priorités et ses principes directeurs ont changé de façon spectaculaire", a écrit Mme Parker. "Le FBI est devenu une arme politique, en commençant par le sommet à Washington et en descendant jusqu'aux bureaux locaux."

Faisant référence au ciblage par le FBI de types de discours spécifiques, y compris les

allégations selon lesquelles le FBI a ciblé les parents qui ont exprimé leur désaccord avec les mesures liées au COVID-19 lors des réunions du conseil scolaire, Mme Parker a déclaré :

“Je pense que personne ne devrait être pris pour cible en raison de sa liberté d’expression et que la violence ne devrait jamais être tolérée, quelles que soient les circonstances.

“Personne ne devrait être ciblé parce qu’il veut s’exprimer lors d’une réunion du conseil scolaire.”

Mme Parker a déclaré que le FBI a “exprimé” ses propres “droits du premier amendement” en choisissant un camp politique.

Elle a déclaré au panel :

“Bien que les employés du FBI disposent de leurs droits au titre du premier amendement, ils n’ont pas le droit de laisser leurs opinions ou préférences politiques personnelles déterminer leur ligne d’action ou d’inaction dans le cadre d’une enquête.

“Dame Justice doit rester aveugle. Ceux qui n’assument pas ces responsabilités provoquent un effet d’entraînement négatif sur l’ensemble de l’agence sur le terrain.

“C’est comme s’il y avait deux FBI. Les Américains le voient et cela détruit la crédibilité du bureau, ce qui fait que les Américains perdent confiance dans l’agence et donc dans les agents travailleurs et très éthiques qui font encore le gros du travail et poursuivent les affaires nobles.”

Turley : les “fichiers Twitter” ont révélé “le plus grand système de censure de l’histoire de notre pays”

Turley a fait de nombreuses références aux “fichiers Twitter” au cours de son témoignage, affirmant que la collusion entre le gouvernement fédéral et Big Tech “pourrait être le plus grand système de censure de l’histoire de notre pays… C’est un système de censure.”

Dans le cadre du fonctionnement de ce “système”, a déclaré Turley, “nous savons qu’il y avait des dizaines d’employés fédéraux qui ont marqué ou ciblé des postes et des affiches particulières pour une éventuelle élimination et suspension … il y avait une conduite directe du gouvernement.”

“Donc, la question pour ce comité, a dit Turley, est de savoir si vous voulez que votre gouvernement se mêle de ces affaires ? Et pouvons-nous avoir, je l’espère, une conversation civile et respectueuse à ce sujet ?”

Au cours de l’interrogatoire, M. Turley a déclaré que les relations entre le gouvernement fédéral et les plateformes Big Tech allaient “au-delà d’ [an]échange informel d’idées”.

Il a ajouté :

“Dans ces fichiers Twitter, il y a une image très inquiétante qui émerge. Vous avez des réunions régulières entre le FBI et Twitter. Ils ont même proposé de donner des autorisations aux responsables de Twitter, car il y a eu des plaintes venant des employés de Twitter, que c’est écrasant en termes de nombre.

> “Et ce que vous voyez vraiment, c’est à quel point la censure devient insatiable. Ils ont fini par faire ce qui semble être des recherches de mots et par envoyer toutes ces publications pour une action éventuelle de Twitter. Il s’agissait notamment de plaisanteries et d’autres éléments permettant à quiconque de comprendre qu’il ne s’agissait pas d’une opération russe néfaste.
>
> “Ainsi, lorsque nous parlons de censure par intermédiaire ou par substitution, nous parlons de l’une des menaces les plus graves contre la liberté d’expression.”
>
> Michael Nevradakis, Ph.D.

La source originale de cet article est The Defender
Copyright © Michael Nevradakis, The Defender, 2023

Articles Par : Michael Nevradakis

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca